

Stratégie d'aménagement du système capitaliste ou plutôt stratégie de rupture révolutionnaire?

Article du département des relations internationales du Comité central du KKE

Comme cela est bien connu, le KKE, dans sa lettre du 1er décembre 2010 aux Partis communistes et ouvriers d'Europe, les appelait à saborder le PGE et à l'abandonner car il constitue un instrument visant à piéger les forces révolutionnaires dans la structure capitaliste et comme « voiture-balai » de la social-démocratie.



La stratégie opportuniste du PGE

La base de l'argumentation que le KKE a avancé dans sa lettre du 1er décembre est étayée dans la lettre même, et par le contenu des documents et résolutions issus du 3ème Congrès du PGE.

La référence plutôt répandue du « socialisme avec démocratie » (sapant le socialisme que nous avons connu en URSS et dans les autres pays socialistes en affirmant qu'ils auraient été « anti-démocratiques ») cherche à **brouiller les pistes!** Le PGE en réalité, comme cela est clairement visible dans son document de congrès, a d'autres objectifs, qui sont contenus dans son slogan: « Nous ne pouvons pas améliorer le monde si nous le sauvons pas, mais nous pouvons sauver le monde en l'améliorant ». Ce que le PGE admet dans ce slogan, c'est qu'il lutte pour un capitalisme humanisé, amélioré. Dans une période où les impasses du capitalisme deviennent de plus en plus claires aux yeux des travailleurs, encore plus désormais que le travailleur peut comprendre à partir de sa propre expérience que le capitalisme, tant dans sa période de développement que dans celle de crise, est

barbare et agressif, le PGE a pris l'initiative de faire un lifting au capitalisme, laissant intentionnellement l'exploitation capitaliste et le pouvoir du capital intact.

« La transformation de la mission de la Banque centrale européenne. Grâce à l'émission de liquidités et sur la base de critères sociaux, la BCE devrait accorder des crédits à faible taux d'intérêt aux Etats-membres (...) émettre des euro-obligations pour permettre à des Etats-membres d'emprunter à des taux d'intérêt raisonnables (...) Une autre Europe est possible (...) Nous luttons pour une refondation démocratique de l'Europe et de l'UE ». Le PGE avec sa position prouve qu'il propose des mesures qui s'inscrivent dans le cadre du système capitaliste, vise à sa gestion et sont utopiques, car elles exigent que le capitalisme revienne à sa phase antérieure pré-monopoliste. De cette façon, on parviendrait à l'« humanisation » du capitalisme, à l'épuration de l'UE des profiteurs et du « néo-libéralisme ». Le désir ardent du PGE de « refondation » de l'UE, d'« épuration » et de transformation de la BCE en une institution bienveillante et populaire, démontre que ses positions **n'ont rien à voir avec une approche de classe** et une analyse de la nature impéria-

liste de l'UE. Néanmoins, les communistes qui suivent une ligne Marxiste-Léniniste savent très bien ce qui existe objectivement au sein de la société capitaliste, que ce système basé sur l'exploitation ne peut pas être amélioré par diverses réformes, tout comme les organisations impérialistes ne peuvent être refondées sur une base favorable au peuple – il ne peut être que renversé.

« Si l'UE n'est pas mesure d'arrêter la spéculation, qui le peut? », demande le PGE. Il est donc clair que les illusions et les espoirs évoqués dans les documents du Congrès du PGE dépassent même ceux que l'on peut trouver dans les documents de l'UE impérialiste elle-même. La prise de position pour un Parti européen s'explique par le fait que la condition préalable à son existence est son acceptation (dans son document fondateur et dans ses Statuts) **des principes de l'UE, le caractère éternel de cette union impérialiste, et donc de l'exploitation capitaliste** – ainsi des illusions sont nourries sur l'existence possible de capitalistes qui ne cherchent pas à faire des profits.

Quand le PGE est en faveur d'un « nouveau processus démocratique basé sur la

Ça continue de la page 1

participation active du peuple, des parlements Européens et nationaux via de nouveaux pouvoirs et droits participatifs », **il ressort une vision lavée de tout soupçon des parlements bourgeois** qui vise à piéger le mouvement ouvrier et populaire au sein de la logique pourtant en faillite de l'Eurocommunisme.

Quand le PGE écrit que « cela signifie que nous voulons créer un front politique et social contre le néo-libéralisme aux niveaux nationaux tout comme européens », il fait beaucoup de mal au mouvement populaire, car il diffuse de faux espoirs sur le fait que pour le capitalisme pourrait résoudre les problèmes politiques d'aujourd'hui, tout en laissant intacts les rapports économiques capitalistes et sa superstructure politique. Ce qui est promu dans le cadre de ces **dan- gereux et trompeurs** « fronts anti-néo-libéraux », c'est la solution des réformes bourgeoises pourtant en échec, laissant la porte ouverte à la social-démocratie.

Dans la période où les **sociaux-démocrates constituent la « force de frappe » de base** du capital afin de faire passer l'offensive barbare contre les travailleurs et l'expansion massive de la pauvreté en Europe (ex: Espagne, Grèce, Portugal), le PGE dénonce de manière hypocrite la « gestion néo-libérale », allant suffisamment loin pour lui attribuer la responsabilité de la crise capitaliste. Et ainsi il affirme qu'il ne voit pas la caractérisation de la crise comme celle du système capitaliste même, comme une crise de sur-accumulation capitaliste qui repose sur la contradiction fondamentale capital/travail, comme les Partis communistes l'ont conclu dans leur Rencontre internationale en Afrique du sud. Au contraire, les forces du PGE laissent intactes les véritables causes de la crise capitaliste mondiale.

Ils limitent avec cette ligne tout développement des luttes ouvrières en dénonçant « la mauvaise Droite » (ex: Sarkozy en France) et donc en travaillant fondamentalement pour le retour de la social-démocratie, qui a fait ses preuves en reprenant et poursuivant de façon barbare des projets anti-populaires laissés par les gouvernements libéraux. Les Partis communistes qui jouent le rôle de partenaire dans des gouvernements où la social-démocratie défend la même ligne opportuniste, afin de mettre en œuvre des politiques contraires aux intérêts des travailleurs, une ligne qui, comme cela est bien connu, a mené à la castration idéologique des Partis commu-

nistes en Europe dans un passé récent, à la rupture des liens avec la classe ouvrière et les masses populaires.

La stratégie révolutionnaire du KKE

Les forces de collaboration de classe dans le mouvement communiste, défendent comme idéal une ligne où les Partis communistes jouent un rôle de **«force d'appoint»** de la social-démocratie afin de créer une « majorité sociale et solidaire ». Le modèle d'« unité de la gauche » a été défendu dans ce cadre-là, en Grèce et ailleurs.

Par rapport à la question des alliances, le KKE **n'a pas cédé** aux pressions qui se sont exercées sur elle en Grèce à travers l'argumentaire de l'« unité de la gauche ». Un argumentaire qui dans notre pays a été défendu par le parti-membre du PGE, Synapsismos (Une union de forces opportunistes, certaines d'entre elles ont quitté le KKE en 1968 sous la bannière de l'euro-communisme et en 1991 sous la bannière du « Gorbachevisme »).

Le fait que le **KKE ait rejeté l'impasse de la pseudo «unité de la gauche»** signifie que le KKE a une politique d'alliance qui répond aux intérêts de la classe ouvrière, des couches populaires et des besoins de la lutte de classe. Nous concentrons notre attention sur l'alliance socio-politique, qui repose sur l'unité d'action et la communauté d'intérêts, sur une ligne commune de lutte entre la classe ouvrière et les indépendants urbains et ruraux. Une alliance qui rentrera en conflit avec les monopoles, l'impérialisme, tout comme la lutte pour une autre voie de développement pour notre pays, la voie du pouvoir et de l'économie populaire, où les moyens de production seront socialisés, où existera une planification centralisée de l'économie sous contrôle ouvrier. Pour les communistes, il ne peut y avoir de « pouvoir intermédiaire » ou de « système intermédiaire » entre capitalisme et socialisme. Pour les communistes, le pouvoir et l'économie populaire signifient société socialiste.

Le KKE juge qu'on ne peut **pas avoir une situation aussi négative** dans le mouvement ouvrier aujourd'hui où les partenaires du PGE, les bureaucrates jaunes de la CSI, dominant et d'autre part au niveau politique l'existence d'une alliance politique radicale.

Aujourd'hui, les Partis communistes ont **accumulé une expérience importante** et peuvent se libérer de la perspective selon laquelle une politique d'alliance signifie

réunir des forces qui ont fait défection au mouvement communiste. Les conclusions nécessaires doivent être tirées de cette défection. Car ils n'ont pas quitté les rangs des Partis communistes et créé des groupes/partis opportunistes par hasard, non parce qu'il existait des désaccords de détail mais bien sur le fond, et qu'ils ont capitulé et se sont soumis au système capitaliste, contribuant à perpétuer le système d'exploitation. Leur réponse à la question cruciale: « avec le peuple ou les monopoles? » est que, en théorie comme en pratique, ils sont du côté des derniers. Et tout en pouvant évoquer leurs racines communistes, ils mènent une offensive anti-communiste et anti-socialiste systématique contre le Marxisme-Léninisme; ils cherchent à corrompre la corruption et le désarmement politique et idéologique des Partis communistes, leur dissolution dans des formations opportunistes qui finissent dans les bras de la social-démocratie. Ce ne sont pas des forces « qui ne disent pas les choses aussi bien les communistes », mais des forces qui leur sont hostiles.

Au lieu de l'habituelle union des directions avec les formations et partis opportunistes ainsi qu'avec la social-démocratie au nom de l'« unité de la gauche », dont le mouvement communiste a tant pâti dans le passé, la tâche principale aujourd'hui pour les Partis communistes est **la libération massive de la classe ouvrière et des forces populaires sous influence des partis bourgeois, tant sociaux-démocrates que libéraux**. Sur cette base, les conditions préalables à la concentration des forces pour qu'une alliance sociale soit possible en Grèce seront créées, à travers le rassemblement de forces dans des fronts communs d'action d'organisations comme le Front militant des travailleurs (PAME), le Rassemblement militant de paysans (PASY), le Rassemblement des Travailleurs Indépendants (PASEVE), la Fédération des femmes grecques (OGE) et le Front militant des étudiants (MAS). C'est cette activité commune qui déterminera le temps qu'il nous faudra pour avoir une alliance socio-politique pleinement formée au niveau politique des forces anti-impérialistes et anti-monopolistes.

C'est la ligne politique que le KKE a suivi après le départ des forces opportunistes en 1990, et il a été démontré que le KKE n'était non seulement pas « isolé des masses », comme certains l'avaient espéré, mais avait même **renforcé ses liens avec la classe ouvrière et les masses populaires**. Cela

Ça continue à la page 4 →



“Sans toi aucun engrenage ne tourne, travailleur tu peux sans patrons”

Des centaines de milliers de travailleurs de toute la Grèce ont donné, durant les derniers mois, une grande bataille sous les drapeaux du Front Militant des Travailleurs «PAME». Ils ont participé à des rassemblements et des

grèves générales organisées tandis que PAME a réalisé des occupations symboliques des ministères, de l'Acropole, afin d'exprimer l'opposition des travailleurs au capital et son pouvoir. Les travailleurs ont répondu à l'attaque brutale du gouvernement, à la répression et aux dirigeants syndicaux réconciliés.

PAME a organisé et dirigé la lutte populaire dans les lieux de travail, les usines, les services, les ports, dans les quartiers populaires. A côté de lui, ont lutté et luttent les étudiants – MAS, les agriculteurs pauvres avec le Rassemblement Militant des Paysans – PASEVE, les professionnels indépendants et les petits artisans avec le Rassemblement Antimonopoliste des Travailleurs Indépendants et Petits Commerçants - PASEVE et les femmes du Rassemblement des Femmes de Grèce – OGE ayant comme slogan commun: la crise doit être payée par la ploutocratie et non par le peuple. Les photographies présentent des instants de la lutte, avec des manifestations et des grèves à Athènes, Thessalonique, Le Pirée, Larissa avec les agriculteurs, et l'occupation au ministère des Finances.

Ça continue de la page 3

est ressorti de façon patente dans les mobilisations et les grèves, où les communistes ont été à l'avant-garde. C'est patent aussi dans les résultats électoraux, qui ne sont pas l'indicateur le plus important pour les communistes, mais seulement un parmi tant d'autres. Lors des premières élections après la scission (1993) avec les opportunistes, le KKE a obtenu 4.5% (300 000 voix), en 2010 il a obtenu près de 11% et 600 000 voix.

Notre but de renversement de l'impérialisme au lieu de son humanisation, c'est plus que jamais d'actualité pour le KKE. Pour le KKE le **front stable contre l'opportunisme** est caractéristique de notre **identité communiste, Marxiste-Léniniste.** Cette identité et sa défense sont fondées aujourd'hui sur le rejet du PGE, son abandon par les Partis communistes qui en sont soit membres soit observateurs. Cette expérience n'est pas liée aux particularités de chaque pays pris individuellement. **Au contraire, elles font partie du patrimoine collectif d'expériences du mouvement communiste.** Ce sont des principes qui sont des préalables nécessaires à toute période et sont vrais pour chaque PC afin qu'ils puissent répondre au défi des luttes de classe les plus dures, du renversement du pouvoir des capitalistes et de construction du socialisme et du communisme.

Différents aspects du front idéologique

En réalité, **les affirmations des opportunistes** concernant le « socialisme démocratique »



cratique » sont la « feuille de vigne » par laquelle les opportunistes **cherchent à dissimuler leur rejet et leur opposition à la nécessité de la lutte révolutionnaire!**

Le soi-disant «socialisme démocratique» est la «**feuille de vigne**» par laquelle les opportunistes **cherchent à dissimuler leur conformité complète avec le système bourgeois,** leur soumission à la «démocratie» bourgeoise, au pouvoir de la dictature du capital!

Le «socialisme démocratique» est la «**mission**», que les forces opportunistes ont fait leur, dans **la campagne de calomnie hostile lancée par le système bourgeois contre le communisme scientifique, contre la lutte de classe.** Une campagne qui n'est pas seulement opérationnelle dans les conditions capitalistes, mais est également une position claire contre l'expérience de construction socialiste en URSS et dans d'autres pays Européens! Ainsi, les forces politiques bourgeois, en chœur avec les opportunistes du PGE avec leurs discours sur la « démocratie socialiste », critiquant d'une façon a-historique diverses périodes historiques, ont comme objectif évident le déni de la contribution de la construction socialiste. Parfois, ils attaquent en bloc les 70 ans d'histoire de l'URSS, en d'autres occasions ils s'attaquent à la période où les bases socialistes ont été posées sous la direction

de Joseph Staline.

Par ces actions, ils ont réussi à démontrer «**le cordon ombilical**» qui relie la « **démocratie** » **bourgeoise** à l'opportunisme. Comme un duo comique bien connu, dans lequel l'un forge tous les arguments pour les apologistes de la démocratie bourgeoise. C'est ce membre de ce duo comique qui sert aux travailleurs le slogan « les gens avant le profit ». **Au moment même où tous les aspects de la situation actuelle** (crise capitaliste, chômage, guerres impérialistes, le récent scandale alimentaire concernant les dioxines en Allemagne etc) **posent la nécessité de la suppression des profits capitalistes et du système d'exploitation qui en est à l'origine.**

Quoiqu'ils disent, une chose est certaine: La lutte de classe n'a pas été abolie, les révolutions n'ont pas été abolies tout comme ceux qui les mènent n'ont pas à en donner la permission à la bourgeoisie. L'expérience de construction socialiste en URSS et dans d'autres pays, où à travers des luttes sans précédent la construction du socialisme a été tentée, est pour les communistes une contribution irremplaçable aux révolutions sociales de l'avenir!

37ème Fête de la Jeunesse Communiste de Grèce – KNE et Odigitis
Athènes, 15 – 17 septembre

37 φεστιβάλ
KNE-ΟΔΗΓΗΤΗ

“Avec le KKE -Parti Communiste de Grèce- pour le Socialisme: ta propre route!”